

Burundi : l'opposition prépare son recours après la victoire de Ndayishimiye

@rib News, 27/05/2020 Source AFP Le calme régnait mardi au Burundi au lendemain de la victoire du candidat parti au pouvoir, Evariste Ndayishimiye, le présidentielle, le principal opposant Agathon Rwasa ayant choisi de remettre la Cour constitutionnelle et non la rue pour contester ce résultat.

Si de nombreux commerces et bistrotiers avaient fermé lundi soir à Bujumbura par crainte d'éventuelles violences après l'annonce des résultats, la vie a repris son cours mardi dans la capitale économique et dans le reste du pays. Candidat du CNDD-FDD, le général Ndayishimiye a remporté la présidentielle du 20 mai avec 68,72% des voix contre 24,19% à M. Rwasa, selon les chiffres officiels de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Le parti de M. Rwasa, le Conseil national pour la liberté (CNL), a immédiatement dénoncé une « mascarade électorale », un « scrutin incroyable » et confirmé son intention de saisir la Cour constitutionnelle. Sans se faire guère d'illusions toutefois, car il estime celle-ci acquise au pouvoir. « On sent que les gens sont désignés. On sent aussi une déception profonde car tout le monde se dit qu'on leur a volé leur victoire, mais ils savent qu'ils ne peuvent rien faire », a déclaré à l'AFP une banque de Bujumbura ayant requis l'anonymat. Le CNL dispose de trois jours à compter de lundi pour déposer un recours. Une source au sein du parti a indiqué à l'AFP qu'il le ferait « probablement » mercredi. La campagne de violences et d'arrestations, et la conviction du CNL de l'avoir remporté dans les urnes pouvaient laisser craindre de nouveaux incidents. « Choix personnel » « Certains avaient peur (que M. Rwasa) aille contester les résultats à la rue. Ce n'est pas le cas. Il a choisi la voie constitutionnelle, comme tout le monde l'appelle à le faire », a déclaré Richard Moncrieff, un expert de l'International Crisis Group (ICG). « Est-ce qu'il essaye d'absorber toutes les voix avant de dire: Je n'ai pas le choix, il faut que je mette les gens dans la rue? C'est possible, mais il peut-être dans une perspective de négociation avec le pouvoir », a avancé M. Moncrieff. En 2015, la candidature du président Pierre Nkurunziza, un troisième mandat controversé avait plongé le pays dans une crise politique majeure, qui a fait au moins 1.200 morts et poussé à l'exode quelque 400.000 Burundais. Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005 et qui ne se représentait pas, a complimenté mardi le général Ndayishimiye, 52 ans, qu'il avait adoubé comme son « héros ». « Je félicite chaleureusement (à) Evariste Ndayishimiye pour sa large victoire qui confirme que la grande majorité des Burundais adhèrent aux projets et aux valeurs qu'il incarne », a-t-il écrit sur Twitter. Si le recours de l'opposition est rejeté, M. Ndayishimiye sera investi en août pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, à la fin du mandat du président sortant. Autre signe de la volonté du CNL de s'inscrire dans la voie de la réconciliation, il a participé mardi à une réunion avec le CNDD-FDD et le seul autre parti à avoir obtenu des députés, l'Uprona, pour s'accorder sur la composition de l'Assemblée nationale. « Une grave erreur » « Le CNDD-FDD a remporté sur la même marge (68,02% CNL (22,43%) et l'Uprona (2,44%), les élections législatives qui avaient lieu le même jour. Mais la Constitution prévoit que l'Assemblée soit composée à 60% de Hutu et 40% de Tutsi, et comprenne aussi au moins 30% de femmes. Pour respecter ces quotas, un réajustement doit avoir lieu, via une cooptation opérée par la CENI en concertation avec les partis. Visiblement soucieux de ne pas jeter de l'huile sur le feu, le CNDD-FDD a appelé ses militants à « ne pas faire de provocation » et devrait attendre quelques jours avant de fêter sa victoire. En sous-main toutefois, des Imbonerakure, les membres de la ligue de jeunesse du CNDD-FDD, l'un des bras armés du régime, ont commencé à régler leurs comptes dans les provinces de Cibitoke (nord-ouest) et Bujumbura-rural (ouest), selon des témoignages recueillis par l'AFP. « Ils nous disent que nous avons commis une grave erreur en votant pour (le CNL), que allons le payer cher et qu'il faut maintenant qu'on se soumette si on veut vivre en paix dans ce pays », a expliqué un habitant de Cibitoke couvert de l'anonymat. Les principaux bailleurs de fonds du Burundi (UE, Belgique, Allemagne), qui depuis 2015 lui imposent des sanctions, n'ont pas encore réagi à l'élection de M. Ndayishimiye. Selon un diplomate en poste à Bujumbura et qui a requis l'anonymat, ils pourraient s'accommoder d'un « nouveau visage », avec l'arrivée au pouvoir de Ndayishimiye, perçue par les observateurs comme moins dogmatique que son prédécesseur.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});